



## Changement

**C**OMMENT RÉAGIR au déferlement de propagande officielle en provenance de la mairie sans tomber dans l'excès et le ridicule ? Telle est la question à laquelle les opposants à un pouvoir doivent dorénavant répondre.

L'augmentation du nombre de pages, de 8 à 12, aurait donné les moyens de le faire, mais la charge de travail – plus de 60 heures pour une édition de 8 pages ! – devenait excessive.

À moyen terme, Pumpernickel devient bimestriel, avec sortie les mois pairs, une pause pendant l'été, et, si possible, un " 12 " pages pour le mois d'octobre.

Ce seront ainsi 42 pages par an qui vous seront proposées au lieu de 36 jusqu'ici, avec l'espoir que ce supplément de travail s'accompagne d'une adhésion encore plus forte des lecteurs à une aventure prometteuse à bien des égards. On pourrait parler du second étage d'une fusée qui, lancée en septembre 1995, mettrait sur orbite de nouvelles manières d'envisager un vrai débat démocratique décontracté et respectueux des opinions contraires, sans menace, sans couperet, sans sarcasme et sans mépris.

**Pumpernickel**

Un grand merci aux relecteurs de ce numéro pour leur précieux coup d'œil.

## Devoir électoral

**L**A FIN DE L'ANNÉE 2005 a vu des quartiers entiers de villes reléguées à la périphérie du luxe et de l'opulence se précipiter dans des démonstrations de violence qui témoignent du désespoir dans lequel on a plongé leurs habitants. Face à cela, le pouvoir a répondu par les interpellations et les charges de gendarmes mobiles, sans chercher à s'interroger sur les causes de ces manifestations. À cette occasion, on a appris que 100 voitures brûlées chaque soir, c'est la norme ! Incroyable constat qui témoigne de l'impuissance d'un pouvoir qui ne parvient à se faire respecter que parce qu'il est redouté ou par la crainte qu'il voudrait inspirer.

Que reste-t-il à faire ? Le plus simple et le plus efficace, c'est de s'impliquer directement dans le jeu politique en usant du dernier droit que l'on ne nous a pas encore ôté,

celui de s'inscrire sur les listes électorales, et surtout d'aller voter !

Si les jeunes sont automatiquement inscrits à l'issue des recensements obligatoires, vous êtes nombreux à être Français à part entière sans pour autant avoir fait cette démarche simple qui consiste à aller à la mairie pour une formalité qui ne prend que quelques minutes. Et après, tout change : vous accomplissez votre devoir de citoyen, les élus doivent prendre vos avis en compte, vous pesez réellement sur le cours d'une vie en société qui n'est plus subie mais dont vous êtes les acteurs. Les prochaines échéances, en particulier municipales (2008) se joueront sur le fil. Votre voix est par conséquent décisive. Participer à la vie collective, c'est trop sérieux pour laisser les autres décider à votre place.

**La municipalité de Wissembourg adore les interdictions, surtout quand elles restreignent les allées et venues des cyclistes !**



**Ce panneau, courant ailleurs, vous ne le verrez sans doute jamais à Wissembourg, du moins tant qu'ils seront là.**

**Rendez-vous en pages 3 & 4 pour quelques instantanés et exemples de restrictions à la liberté.**

## sommaire

changement	p.1	verveine	p.6
devoir électoral	p.1	les copains	p.6
municipal circus	p.2	lu, vu, entendu	p.7
départemental circus	p.3	lapsus	p.8
j' ♥ les interdits	p.4 & 5	adieu	p.8
intelligence	p.6	convocation	p.8

DONS/ABONNEMENTS : 1, RUE SAINT-JEAN 67160 WISSEMBOURG

Les articles publiés dans Pumpernickel peuvent être reproduits sous réserve de mention de provenance.

23 FÉVRIER 2002 – 15 FÉVRIER 2006  
Ingrid Bétancourt, captive depuis 1453 jours  
Ne l'oublions pas !  
www.ingridbetancourt.com

"Pumpernickel", directeur de publication : Antoine Michon paraît en février, avril, juin, octobre et décembre dépôt légal : à parution ; n° ISSN : 1271-6332 courriel : pumpernickel@laposte.net blog : http://pumpernickel.over-blog.com reprographié à 500 exemplaires par "medialogik" Husarenlager 6a – 76187 Karlsruhe Téléphone : (0049) 721 53 12 992 ; Télécopie : (0049) 721 53 12 993

### abonnement :

1 an, 5 numéros : 3 euros. Abonnement de soutien : 6 euros

# municipal circus

**A**LLER AU CONSEIL MUNICIPAL est un exercice bizarre qui met le citoyen face à une situation étrange, une sorte de jeu de chat et de souris, où les coups sont donnés sans cesse sur les mêmes sous une apparence de respect formel tout à fait curieux. Ce 20 décembre 2005, nous étions deux sur les bancs du public. En fait trois, mais une personne peu au fait des règlements, a cru bon s'asseoir avec les conseillers municipaux et "consultatifs" (la séance se tenait à Altenstadt où on nomme quelques citoyens censés être représentatifs de la population). Comme j'en faisais, à voix haute, la remarque à mon voisin, cette personne, qui regrette peut-être de ne pas être élue (en fait sa candidature a été invalidée), a entamé un mouvement de recul pour rejoindre la travée du public, un peu comme un enfant "qui voudrait avoir l'air mais qu'a pas l'air du tout", comme disait le poète. C'était amusant, ou désolant, c'est selon, mais il est à tout le moins fâcheux que ce citoyen n'ait pas été rappelé à ses devoirs par le président de séance. Pour excuser ce dernier, soulignons le numéro d'équilibrisme presque sans faute qu'il a réalisé durant les deux heures qu'aura duré la séance : une amabilité quasi-obséquieuse à l'égard de l'opposition qui témoigne que notre élève a bien tenu compte des leçons de son professeur, le "conseiller en communication" qui lui écrit, et à quel prix (!), "son" journal municipal.

## Anecdote

Pour en revenir au conseil lui-même, une autre anecdote mérite d'être contée. Nous sommes à l'orée de la séance, et tout le monde s'installe. Comme il est émouvant, voire touchant, de constater cette amicale familiarité qui s'exprime entre les services administratifs de la mairie [ dont on apprécie quotidiennement l'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique ] et ... le représentant de la PLR (*presse locale de révérence*) qui devise avec entrain avec son camarade de table : chacun à sa place, au service de l'objectivité bien entendu. Cela sera également évident lors de la séance suivante puisque le chapitre consacré à l'affichage (voir plus loin) sera traité d'une façon où neutralité peut rimer avec cécité.

Comme cela avait déjà été tenté et réussi, vous avez pu avoir le compte rendu du conseil municipal en avant-première sur le blog de Pumpnickel. Vous pouvez par conséquent vous y référer pour constater, comme mon voisin, dont c'était la première expérience, que les termes du débat sont pour le moins inégaux. À ma droite, un

**2**

groupe compact, silencieux et docile

qui acquiesce sans broncher à chaque fois que le "roi" le lui demande ; à ma gauche, 4 élus qui n'ont connaissance des dossiers qu'à la dernière minute, recevant leur convocation 5 jours avant la réunion. Autant dire que tout a été discuté avant et qu'ils peuvent, au mieux, allumer des contre-feux, les dominants disposant *de facto* de tous les moyens. Comme ils aiment à le répéter jusqu'à en donner la nausée, "nous sommes des démocrates". Il faut dire que venant d'eux, ce substantif prend toute sa valeur.

## Et le conseil ?

Tout s'est passé comme prévu, dans un flot de rhétorique discursive dont le plan est un peu difficile tant à suivre qu'à décrypter. Des interventions ne laissent pas d'étonner comme celle concernant les adjoints d'éducation dans les écoles élémentaires. Pour résumer, ces jeunes, embauchés au SMIC et titulaires au moins d'un BTS, auront un "emploi" pendant un an. Le conseil d'administration du collège n'a pas voulu procéder à leur engagement. "Prince-Joseph" déclare ne pas comprendre pourquoi. Les conseillers municipaux qui siègent à ce conseil d'administration auraient pu expliquer un choix qui consiste à refuser d'entériner le fait que des personnels de plus en plus nombreux et en situation de précarité interviennent dans les établissements scolaires. Cela nuit à la continuité du service et à la qualité de la prise en charge d'enfants qui ont besoin de stabilité dans leurs rapports avec l'autorité. Le chevalier de la légion d'honneur, pour services rendus à l'éducation nationale, comme il est bon de le rappeler, aurait peut-être pu le dire, non ?

Pour le reste, rien à signaler que vous ne sachiez déjà : les lotissements artisanaux prennent la succession des zones industrielles, des plans sont tirés sur les comètes les plus lointaines pour nous faire rêver de lendemains qui devraient un peu plus chanter qu'aujourd'hui et de grands projets amèneront Wissembourg à accueillir, enfin, plus de 10 000 habitants, ce qui ne sera pas sans répercussions favorables sur les indemnités perçues par ceux qui ont le sens de l'intérêt général chevillé au corps. On a aussi appris que le vote du budget, qui se faisait auparavant en décembre, n'est plus possible maintenant au prétexte que l'on ne disposerait pas des éléments statistiques nécessaires à l'établissement de ce budget. Observons que les conseils général (dont le 1er vice-président n'est autre que le maire de Wissembourg, incroyable, non ?) et régional votent leur budget en décembre, on se demande alors sur quelles bases. À Wissembourg, on préfère le recours au dou-

zième budgétaire, avec régularisation en mars. Il paraît que c'est beaucoup mieux. Cela permet surtout de lisser les discussions en les remettant à plus tard, puis à les éviter lors de la mise à jour.

## Des amis qui (nous) sont chers

Il s'agit d'abord de celui dont la conversation a un effet bénéfique sur le cours d'une demande de permis de construire, car, comme l'a dit le "roi", "*de la discussion jaillit la lumière*". Monsieur Rizotti, architecte de son état, étant devenu petit à petit un personnage incontournable, il semble normal à notre petit monde que l'on rémunère ses services car, comme l'a dit le "roi", "*il faut le payer car ce qui est gratuit n'a ni valeur morale ni valeur sociale*" [ voilà une réflexion de bon sens qui ira droit au cœur des bénévoles et des altruistes qui pensent qu'un regard ou un service rendu ne se monnaient pas et qu'ils sont par conséquent dépourvus de valeur morale, sans une once de valeur morale, merci encore ! ]. Au final, ce sera une quinzaine d'heures à un peu moins de 80 euros de l'heure, soit 1 200 euros par mois. Mais compte tenu des résultats que l'entregent de cette personne aurait permis d'obtenir en particulier pour les nouveaux logements sociaux au nord-est de la ville, il nous faut savoir dénouer les cordons de la bourse commun(al)e.

On attendait avec une grande impatience ce presque dernier point du conseil qui devait statuer sur les émoluments de la personne qui s'occupe de la publicité municipale, on parle du rédacteur photographe de la publication connue sous le titre de "*Gazette de Wissembourg*". Sachez que ce travail trimestriel lui prendrait environ 27 heures, ce qui est ou trop ou trop peu. Car, en y regardant de près, avec environ 5 000 mots, le rédactionnel de ce folliculaire tient tout juste dans les deux tiers de Pumpnickel ! Et encore faut-il en retrancher les inévitables calendriers des "*manifestations*" ou le recopiage des registres de l'état civil ! 27 heures ? Oui, car cette personne facture, nous facture, 4 000 euros le numéro de 24 pages (c'est dans ces termes que cela a été abordé en séance publique), avec un supplément de 150 euros par page supplémentaire.

Mais nous n'étions pas au bout de nos étonnements avec ce "*contrat*" qui lie la commune à cette personne que l'on charge de la communication externe et interne. Notre cher ami "*travaillera*" entre 35 et 60 jours sur ce sujet (qui consiste à convoquer les uns et les autres dans un bureau que l'on met à sa disposition et à les interroger sur leurs états d'âme) en

percevant ... 1 200 euros par jour de travail ! Le plus incroyable dans tout cela, c'est que personne n'ait rien trouvé à y redire, comme s'il était normal de consacrer 16 000 euros à des pages de papier glacé à la gloire de qui nous savons, ou de verser à la journée ce qui représente le salaire mensuel d'un professeur débutant. Car en faisant les comptes, cette personne nous coûte entre 58 000 et 88 000 euros l'an, soit une moyenne de 6 000 euros mensuels. Il semblerait que ce soit le tarif. Mais qui travaille à ce prix-là ? On ose espérer que notre expert en communication sait nous faire grâce de ses frais de déplacements et de restauration. [ Tout cet étalage est à mettre en rapport avec la mésaventure de cet ami, allocataire du RMI, et convoqué il y a quelque temps devant la commission locale. Voilà quelqu'un qui percevait 4 800 euros par an, mais qui avait le tort de ne pas donner au « I » de insertion la même signification que ceux devant qui il devait déposer. Force devant rester à la loi et à l'ordre, cet aréopage a décidé de lui supprimer le bénéfice d'un revenu qui est d'abord minimum, avec tout ce qui va avec, comme la couverture maladie. Qu'il se débrouille puisqu'il ne veut pas faire d'effort ! ]

## Des associations *persona non grata*

C'est au cours de l'examen de cette question que le roi a finalement laissé échapper toute l'ire qu'il s'était contraint de retenir deux heures durant lorsque l'opposition a fait part de sa déception quant à la façon dont le petit reporter, " Monsieur 1 200 euros ", exécute son ouvrage. Elle s'est en particulier étonnée que la liste des associations proposée aux nouveaux habitants de Wissembourg ait été expurgée du *cercle Karl-Schreiner* et de la *société des amis de Pumpernickel*. Oh là là, c'était des mots à ne pas prononcer ! Quelques remarques dont on aurait aimé qu'elles paraissent cinglantes, ont fusé à l'adresse de l'un et de l'autre, accusés évidemment de menées politiques. Chacun sait que lorsque le roi honore de sa présence une assemblée de l'association des amis de Wissembourg, il y fait tout autre chose que de la politique partisane locale, il est par conséquent tout à fait normal que ce groupe soit mentionné dans la liste des associations officielles. Rappelons également que le cercle Karl-Schreiner est un débouté de l'inscription à l'union des associations de Wissembourg après que sa demande a été refusée lors d'une séance du conseil d'administration de ladite UAW. Bonjour l'ouverture d'esprit ! À part ça, le roi a le droit de dire que la commune vient en aide à toutes les associations. Il suffit qu'il précise qu'il s'agit de toutes les associations qui ont eu le droit de s'agréger au giron municipal.

## komunikacion

**O**N NE SAIT PLUS TRÈS BIEN ce que ce que cela veut dire. Est-ce la nouvelle déclinaison de la propagande ou s'agit-il du rapport que nous entretenons mutuellement ? Toujours est-il que ces dernières semaines ont été fructueuses sur le front éditorial avec d'une part une surprenante contribution de " *l'ami du peuple* " à la promotion de " *roi-Pierre* " et de " *comte-Gilbert* " et d'autre part d'un monumental " *Tout le Bas-Rhin* ", véritable pièce d'anthologie de langue de bois sur fond d'autosatisfaction.

### notre "ami du peuple"

Financé par le conseil général, la poste et Stradim (« *le partenaire de votre rêve immobilier en Alsace du Nord* »), on sent déjà que l'objectivité nous attend comme au coin du bois. Et on n'est pas déçu : le rédactionnel est un morceau de bravoure et de flagornerie poussées au-delà de l'extrême admissible. Gratifié de 57 ans, " *roi-Pierre* " est décrit comme un homme engagé dans de nombreuses associations et « *prédisposé à connaître la ville mieux que personne, grâce à un parcours fondé sur la proximité avec ses concitoyens.* » Suivent évidemment des questions à l'audace débridée après les quelques lignes d'entrée en matière :

- Votre ville est souvent considérée comme une carte postale...
- Le développement intra muros est donc une préoccupation constante...
- Qu'en est-il de la vie associative ?
- Le développement économique est-il au rendez-vous ?
- Et la communauté des communes ?

Notre homme sait naturellement se jouer de telles chausse-trappes, et en profite pour expédier tous azimuts une énumération à couper le souffle de ses vues tant sur ses prestigieuses réalisations passées que sur les projets qui feront notre bonheur avec, entre autres (et c'est bien inattendu de sa part), un « *schéma des pistes cyclables [qui] doit relier tous les quartiers et les zones de vie, les écoles et les zones de jeu et de loisir.* » Quand on l'interroge sur le développement économique, il répond sur le relais culturel. Voilà ce qui s'appelle le sens de l'à-propos !

N'oubliant personne, le porte-plume interroge le maire-délégué dit *mairele* de la commune dite associée qui doit reconnaître, la mort dans l'âme, qu'il est « *parfois frustrant de ne pouvoir prendre certaines décisions* » pour se reprendre aussitôt et

déclarer que chez nous « *la collaboration, dans le cadre du conseil de Wissembourg [doit] être citée comme exemplaire.* » Voilà un homme qui sait faire la part des choses et allier souplesse et convictions. Il tient à terminer sur un thème qui ne mange pas de pain et témoigne d'une spectaculaire hauteur de vue : « *nous sommes et restons très vigilants afin d'assurer à la population un bien-vivre, tout en axant nos efforts sur la jeunesse qui est le monde de demain.* »

### " Tout le Bas-Rhin "

On en parle parce que le maire de Wissembourg est tout de même le second personnage du conseil général. À ce titre, il porte une certaine responsabilité dans ce qui est écrit dans ce magazine qui annonce en Une un dossier spécial budget 2006. Rendez-vous donc page 16 où une pleine page nous annonce " *un budget rigoureux* ". Un encart précise que le conseil général agit partout, pour nous..., puis 2 pages de recettes et dépenses (près d'un milliard d'euros) et un tableau reproduit l'article L3313-1 du code général des collectivités territoriales. Si quelqu'un y a compris quelque chose, qu'il se signale. Ça continue jusque page 19 avec une longue litanie de " *les enjeux* ", " *à noter* " et " *nouveau* ". Il faut être passé par la case " *Lettonie* ", lieu de villégiature le 24 avril 2005 des membres de l'assemblée départementale, pour aboutir page 31, et découvrir, stupéfait, que les impôts locaux vont augmenter de 8 % ! Et encore doit-on remercier les élus socialistes et républicains d'avoir pensé à en faire le chapeau de leur tribune libre. Pour être juste, signalons que le lecteur attentif aura trouvé ces 8 % dans la tribune des majoritaires, après plus de trois colonnes d'auto encensement.

Si l'on comprend bien la manœuvre, dans une habile opération, financée sur les fonds publics, nos très chers élus auront réussi le tour de force d'annoncer un dossier dont il est impossible de tirer le moindre élément de comparaison, pourtant essentiel quand il s'agit d'un budget, tout en étant parvenus à nous faire prendre des vessies pour des lanternes sur un fond de débâche de photos, de réalisations et d'interventions diverses. Trente-six pages de bavardage sur papier glacé, voilà une belle illustration de la rigueur budgétaire qui doit naturellement s'appliquer en premier lieu à ceux qui sont comptables des finances publiques.

# Une ville qui aime les interdictions !

**U**NE PROMENADE en ville suffit pour s'en convaincre, il est plus facile d'interdire que de permettre ! Pas une rue où l'on ne se heurte à des restrictions de tous ordres dont on a oublié qu'elles devraient s'adresser d'abord à ceux qui font du bruit, qui empestent l'air que nous respirons ou qui nous prennent la place : les automobilistes ! Mais c'est une autre cible qui a été choisie, sans doute pour illustrer l'aphorisme selon lequel " *un pouvoir fort s'attaque aux forts, un pouvoir faible s'attaque aux faibles* ".

## Pourquoi interdire ?

Ce devrait être pour procurer un cadre de vie plus agréable, et par conséquent promouvoir, en ville, les moyens de transport favoris de Pumpernickel : vélo et marche à pied.

Chez nous, il en est autrement, selon une démarche d'un autre âge, celui de la fin des années soixante, quand Pompidou voulait " *adapter les villes à la voiture* ". Alors tout est bon pour décourager l'utilisation d'un autre moyen de transport que la bagnole, celle-ci étant également un signe d'affichage social. Plus elle est sombre, plus elle est chère, plus elle devrait en imposer et attirer à son propriétaire le regard soumis et respectueux de la populace ébahie. On se croirait dans ces monarchies d'opérette où les carrosses dorés des souverains doivent impressionner les sujets.

## Florilège

Comme les trimestres passés, Pumpernickel a promené son appareil photo dans les rues et vous offre quelques clichés de la réalité locale, bien loin des déclarations d'intentions officielles.

On en aura bientôt une illustration avec la remise en route des travaux de l'allée des ex-Peupliers, où ce sont ceux qui ne cessent de nous faire la promo de la bagnole qui veulent nous expliquer qu'ils sont des experts en circulation cycliste. Comme on les a déjà vus à l'œuvre avec leurs carrefours giratoires, on peut s'attendre évidemment au pire, qui avec eux, et à l'inverse de l'adage, est toujours presque sûr. S'il en était autrement, ils auraient depuis longtemps pris les avis des cyclistes du quotidien. Mais, comme il s'agit de personnes qu'ils ont étiquetées " opposition ", ils préfèrent être certains d'échouer avec leur parti pris que de risquer de réussir en reconnaissant leur ignorance. C'est d'abord dommage, parce que ce sont tous les Wissembourgeois qui font les frais de leur aveuglement.



los ? La sécurité ? Même Madame Keller et Monsieur Grossmann sont d'accord avec Pumpernickel (voir n°42) !

## 1<sup>er</sup> prix

Le pompon revient incontestablement à ce magnifique panneau [ 60 cm de diamètre ! ] qui est censé rappeler que la circulation est interdite rue Nationale. D'une esthétique parfaitement réussie, il affiche toute une philosophie de l'existence. Qu'est-ce qui empêcherait d'autoriser la circulation à double sens pour les vé-

## Place du Marché-aux-Sens-Interdits



Le plus énervant dans la politique de circulation de la ville, c'est sans doute cette passion pour le sens interdit. Il faut tout imaginer pour rendre à sens unique ce qui fonctionnait convenablement à double sens. L'argument invoqué est évidemment celui de la sécurité, mise à toutes les sauces, y compris les plus indigestes. Encore doit-on préciser qu'il s'agit de celle des voitures qui doivent pouvoir aller et venir en ville comme bon leur semble. On ne parle jamais du bien-être des piétons ou des cyclistes qui, eux, doivent supporter les autos ventouses stationnées sur les trottoirs ou les innombrables détours qui leur sont infligés par des

gens qui n'ont même pas l'idée de la mécanique d'une bicyclette. L'exemple de la Place du Marché-aux-Choux est éloquent en ce qu'il concentre cette volonté de tout régenter. Remarquons que tous les véhicules, motorisés ou non, sont priés de se plier à une réglementation qui est faite pour les véhicules à moteur. Le summum est atteint impasse des Capucins où on est allé jusqu'à interdire la circulation des vélos alors que le débouché comporte un aménagement pour vélo, le seul de la ville sur des escaliers publics. Comme il est difficile de toujours se tromper, il

existe ici et là des exceptions qui confirment la règle. Elles ont déjà été remarquées par Pumpernickel, et concernent environ 250 mètres de voirie : trottoir de la rue Bannacker et rive droite du Bruch. Comment, dans ce contexte de chasse aux vélos, croire une seconde que des aménagements autres que "tape-à-l'œil" seront mis en place dans l'opération dite "allée des Peupliers" ? Comment imaginer que ceux qui ont déjà tout raté dans ce domaine seraient subitement devenus experts en circulation apaisée ? Comment accepter de ne vivre qu'au milieu des (sens) interdits ?

## Exemplaire, hélas !

**L**ES ENFANTS DES ÉCOLES locales viennent de recevoir un "Communiqué" du service de la "Police Municipale" qui vaut son pesant de cacahouètes. Chef-d'œuvre dans le genre "tout répression", il prétend faire le tour de la question de la circulation en vélo telle que l'imaginent ceux que l'on ne voit que rarement sur deux roues, et si peu à pied.

**Constat :** il y a "trop de cycles qui sont privés d'éléments indispensables à leur utilisation normale notamment concernant les dispositifs d'éclairage". En outre, quelques cyclistes "roulent systématiquement sur les trottoirs et en sens interdit." [Des noms !]

**Rappel :** "des actions d'information et de sensibilisation ont été menées très régulièrement dans les établissements scolaires" [il y en a eu une au collège depuis septembre, ndlr].

**Leçon de morale :** "il en va de la sécurité de nos enfants [...] mais aussi de celle des autres usagers de la voie publique."

**Leçon de morale-bis :** "que dira-t-on si demain, par malheur, un accident grave venait à se produire ?" [effectivement, que dira-t-on ?]

**Conclusion :** "consciente de la situation, la Police Municipale agira de manière plus déterminée encore."

**Menace :** verbalisations, mise en fourrière du cycle qui ne serait restitué que si le propriétaire prend l'engagement écrit de procéder à une mise en conformité immédiate.

Suivent les motifs qui méritent sanction : absence de catadioptre (av, ar, latéraux, pédales), de lumière (av et ar) ou de frein, changement de direction effectué sans avertissement préalable, vitesse excessive [chacun sait que les vélos sont à l'origine de la plupart des excès de vitesse, surtout en ville], circulation en dehors de la chaussée.

Le rédacteur de ce communiqué tient à préciser que cette liste n'est pas exhaustive.

Pour un peu, on irait aux galères ! Ce communiqué avait été annoncé par le maire lors du dernier comité local de prévention de la délinquance. Il est évident qu'il est facile de s'en prendre aux vulnérables et de laisser les voitures se moquer des prestigieux arrêtés qui réglementent le stationnement en ville et les choses commencent à quelques dizaines de mètres de la mairie. Sans doute, les policiers municipaux à qui on demande de se prêter à ce jeu ont-ils autre chose à faire que de poursuivre ceux qui ne dérangent personne et qu'on devrait prendre en exemple. Ce communiqué a déjà eu un résultat : le garçon de 10 ans d'amis de Pumpernickel n'ose plus prendre son vélo parce qu'il pense qu'il n'est pas en conformité. Encore merci à la police de proximité.

Et on terminera avec cette anecdote. Il y a 5 ans, à Amsterdam, 90% des vélos roulaient sans lumière. Municipalité et police ont pris les choses en main au travers d'une campagne au cours de laquelle répression et persuasion allaient de pair : les cyclistes sans éclairage pouvaient choisir entre une amende et l'achat d'un kit d'éclairage. Actuellement, moins de 5% des vélos circulent sans lumière, à la satisfaction de tous. Il faut dire qu'en contrepartie, les pistes cyclables appartiennent au paysage urbain et que des centaines de milliers de vélos circulent dans l'ordre et en toute liberté.

En tout liberté ? C'est peut-être cela qui leur fait peur !

## Liberté d'affichage (jusqu'à quand ?)

**V**OUS NE LE SAVEZ pas encore, mais un arrêté municipal est en préparation pour réglementer l'affichage publicitaire, associatif et d'opinion.

"...Il y a lieu de concilier les nécessités de l'expression par le biais de la publicité, des enseignes et des préenseignes avec le souci d'une protection renforcée du site et du cadre de vie qui résulte notamment de l'appartenance de la commune de Wissembourg au parc naturel régional des Vosges du nord." Ça, c'est le couplet environnemental pour faire passer le pilule : "les possibilités d'expression publicitaire sont limitées à des formes spécifiques (mobiliers urbains, palissades de chantier, affichage d'opinion) [on peut s'interroger sur les termes de cette énumération qui fait de l'affichage d'opinion une des formes de l'affichage publicitaire] définies par le présent arrêté." Comme tout doit être codifié, on précise que la "publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ainsi que l'affichage d'opinion, autorisés sur les emplacements réservés à cet effet, déterminés par arrêté municipal dans les conditions prévues par les règles nationales" est permise.



Si vous ne connaissez pas ces panneaux, les voici :

**deux fois**

**1,20 m x 1,60 m.**

La municipalité estime donc la liberté d'opinion à

3,86 m<sup>2</sup>, soit à peine plus de **4 cm<sup>2</sup> par habitant !**

Il faut être juste et comparer cela à la "gazette de Wissembourg" de Monsieur Alexandre : 24 pages A 4, c'est à dire 1,5 m<sup>2</sup>, pour chanter les louanges des 25 conseillers municipaux de la majorité (**600 cm<sup>2</sup> par tête**) qui disposent par conséquent de **140 fois plus d'espace d'expression** que le commun des mortels.

Et comme tout cela ne suffisait pas, ils se paient une campagne de pub du meilleur goût sur les "sucettes" qui encombrer les trottoirs. "Le maire et l'équipe municipale vous présentent leurs meilleurs vœux." S'agit-il d'un autoportrait ? Est-ce un affichage publicitaire, d'opinion ou associatif ? Tombe-t-il sous le coup d'un arrêté ?

Plus sérieusement, ces menaces sous formes d'interdits qui pèsent sur l'affichage risquent d'empêcher toute forme d'information autre qu'officielle d'être portée à la



connaissance du public. Ainsi, le panneau de l'église évangélique respect-t-il les termes de l'arrêté que mairie et gendarmerie seront chargées de faire respecter ? Et Pumpernickel sera-t-il obligé d'enlever son panneau qui fait pourtant le régal des touristes de passage ?



Cette mauvaise manière en forme de démocratie autoritaire démontre que "nos amis" en sont restés à une conception du pouvoir qui en est réduit à se faire redouter pour manifester son existence.

## Intelligence

**V**OUS N'AVEZ PAS OUBLIÉ cette présentation de " *BOLIVIA INTI* " (soleil bolivien) parue dans le n° 22 de Pumpernickel. Cette association a commencé en août 1999 la construction d'un chauffe-eau solaire près du lac Titicaca. Tout est parti d'un constat. Une famille a besoin de 4 tonnes de bois de feu (cuisson des aliments, chauffage de l'eau) par an. Elle habite un pays où le soleil est généreux. Pourquoi ne pas l'utiliser et lutter sur les deux fronts de la déforestation et de l'amélioration des conditions de vie (collecte du bois = 15 heures de travail / semaine) ?

Vingt-cinq mille personnes bénéficient maintenant outre de cet équipement, de 4 000 cuiseurs solaires, cuiseurs économes en bois et cuiseurs thermos. En utilisant une énergie gratuite et renouvelable, nos amis des hauts plateaux préservent les ressources naturelles et bénéficient d'un confort inédit jusque-là. C'est en utilisant les moyens locaux et en impliquant la population dans une démarche de développement réel que cette association réussit, patiemment, à inverser le cours soi-disant inéluctable de la misère et du dénuement.

Depuis toutes ces années, " *BOLIVIA INTI* " a diversifié ses activités et élargi son champ d'intervention. Présent en Afrique, il développe ses techniques basées d'abord sur l'adhésion de leurs bénéficiaires au travers d'une politique intelligente de formation de cadres locaux et de micro-crédits.

Contact : Robert CHIRON,  
41 rue du Château-d'Eau, 44240 La Chapelle-sur-Erdre / tél : (0)240720530  
courriel : soleil@boliviainiti.org  
www.boliviainiti.org

### Petite merveille



Boîte isolée avec double vitrage et tôle noire au fond pour produire l'effet de serre. Simple à construire à partir de matériaux que l'on trouve partout : bois, contreplaqué, aluminium ménager, verre et laine de mouton (pour l'isolation). On peut atteindre une température autour de 130° C avec ce modèle simple.

**6** En y ajoutant 3 réflecteurs d'appoint, on peut monter jusqu'à 170°.

## Les aventures de Verveine et Verfeuil

**N**OUS AVONS FAIT connaissance dans ces colonnes

il y a quelques mois (n° 40). Vous avez pu faire une petite visite de notre chez-nous et constater que l'on se préoccupait de notre nourriture, et donc de la vôtre. Depuis, la situation a pas mal évolué, et, d'ici la fin mars, quelques cochons seront disponibles pour égayer vos repas. C'est cette perspective qui a amené nos maîtres, Héliène et Thomas, à réunir une vingtaine d'amis à la ferme aux sept grains le 3 février dernier chez Daniel Starck. L'idée des organisateurs est de promouvoir une autre relation entre producteurs et consommateurs. " *Car il est temps de se prendre en main* ", comme l'a précisé Daniel Starck dans son introduction, " *pour fabriquer de la solidarité en réponse à la fabrication de la précarité* ". Revoir notre façon de nous comporter vis-à-vis de notre alimentation, adopter une attitude cohérente à l'égard des producteurs, nous interroger sur les modes de production de ce qui finit dans notre assiette, autant de questions dont il faut s'emparer avec enthousiasme et espoir.



Initiateurs de la rencontre, Daniel Starck et Héliène Faust

Concrètement, un marché mensuel devrait voir le jour au printemps à Steinseltz avec soirée repas / débat, qui compléterait la mise en place d'un système d'abonnement et de livraisons groupées. Il s'agit de grouper producteurs et consommateurs dans un partenariat vertueux basé sur la régularité et la qualité dans l'état d'esprit des AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne). Ce système demande une implication réciproque de chacun des intervenants, sorte d'échange dans lequel la bonne santé du consommateur va de pair avec la viabilité de l'activité du producteur.

Pour l'instant, il faut s'inscrire pour payer d'avance tout ou partie d'un colis mensuel de 4 kg de viande de porc (13,00 euros/kg) comprenant 1 rôti, des côtelettes, des saucisses fraîches, etc. Une trentaine d'abonnés sont nécessaires à la bonne marche de l'initiative.

Visite de la ferme d'Héliène Faust le samedi 11 février 2006, à partir de 14h00  
Ferme des Prés, Hatten / h.faust@cegetel.net / tél : 03 90 55 19 48

Prochaine rencontre à la ferme aux sept grains le vendredi 3 mars 2005, 20h00  
12 rue des Forgerons, Seebach / tél : 03 88 94 73 98

## Les copains

**N**E LES OUBLIONS PAS ! Il s'agit des compères de l'autre presse, celle qui n'hésite pas à affronter les potentats locaux.

Les amis de l'**Aiguillon**, à Chartres, ont écopé de 3 500 euros d'amende pour avoir écrit des choses forcément condamnables (?). Ils ne se sont pas laissés aller à la résignation. Ils ont fait une fête, tout le monde a mis la main au portefeuille, et tout va bien pour eux. Et ils continuent ! Vous pouvez les retrouver sur leur site (<http://www.energies-citoyennes28.org>)

ou mieux encore vous abonner en écrivant à Energies citoyennes  
30 rue de Fresnay, 28000 Chartres

Quand au **Mouton fiévreux**, à Laval, sa nouvelle formule est vraiment au top : mise en page originale, formule " apéros fiévreux " pour marquer la sortie du journal, ... Vous pouvez le retrouver sur son site (<http://lemoutonfievreux.ouvaton.org>) ou mieux encore vous abonner en écrivant à Le Mouton Fiévreux  
c/o Les Trois Mondes  
10 rue de Strasbourg, 53 000 Laval

# Iu, vu, entendu

## Tu vivras mon fils !

**C'**EST LA DERNIÈRE PHRASE que Jacques Markiewicz a entendue de sa mère. Cette bénédiction l'a sans doute sauvé, lorsque, confronté à l'innommable, il décide de persévérer, de lutter coûte que coûte, de tenter même si les chances de réussite sont minimales.

Destin incontestablement exceptionnel que celui de ce tout jeune Juif polonais qui a dû traverser les pires épreuves avec l'espoir de retrouver, une fois la tourmente passée, ses deux frères installés à Tours. De longues années encore, il a eu le "statut d'apatride sous la protection de la République Française" et n'obtint la nationalité française que le 13 février 1967.

Tout commence le 27 août 1927 à Sieradz, non loin de Lodz. Jacques naît dans une famille bénéficiant d'une petite aisance. Jacques a une enfance sans réel problème, puis l'antisémitisme déferle sur la Pologne d'avant-guerre et l'arrivée des Allemands plonge les communautés juives dans la détresse. Jusqu'en septembre 1943, il connaît les ghettos, liquidés les uns après les autres, puis c'est le départ pour les camps, quatre au total où la lutte pour la survie tient de la conjonction improbable de la chance et de la solidarité. La libération ne viendra qu'à l'issue des sinistres marches de la mort, durant lesquelles chaque faux-pas ne connaissait qu'une sanction, la balle dans la tête.

Arrivé à Tours en 1946, Jacques Markiewicz a pu se reconstruire autour des derniers membres de sa famille, en enfouissant, comme beaucoup d'anciens déportés survivants, au fond de sa mémoire le souvenir de l'horreur et de la barbarie. Ce n'est qu'en 1999 qu'il franchit le pas du témoignage en répondant à l'invitation d'un collègue tourangeau. Les témoins de sa première intervention racontent un homme qui tient son auditoire en haleine pendant plusieurs heures avec un récit incroyable d'anecdotes enchevêtrées. Puis les choses se structurent et aboutissent à ce livre écrit avec Alain-André Bernstein, lui-même enfant caché, et Sophie Markiewicz, la fille de Jacques.

On peut aussi commencer ce livre par la fin en découvrant ces douze lettres envoyées par les collégiens qu'il avait rencontrés lors de ses visites.

*Tu vivras mon fils*, par Jacques Markiewicz, avec Alain-André Bernstein & Sophie Markiewicz, éd. l'Harmattan, 12,50 euros

## même à la radio !

**C'était le 3 janvier**, sur France Inter, dans *Génération*, on parlait de **La presse alternative**, ce vrai contre-pouvoir ! Il existe dans les colonnes du *Canard Enchaîné*, de *Charlie Hebdo* ou du *Gri-Gri international*, ainsi que dans de nombreux sites de presse alternative municipale ou simplement régionale comme *Pumpernickel* en Alsace et *L'Accroche* à Montpellier. Comment les acteurs de ces publications sur papier ou en ligne regardent-ils le monde ? Comment voient-ils leur avenir ? Y a-t-il encore de la place pour de la presse satirique de qualité dans les kiosques à journaux qui ressemblent de plus en plus

à des rayons de fruits et légumes. La vraie liberté n'est-elle pas sur le net. Toutes ces questions seront posées à de grandes signatures de la presse satirique, Cavanna, Luz et Hélène Duccini.

Et ça continue avec le 25 janvier dans "les pieds sur terre" qui donne la parole à Jed All, jeune Neuillain, créateur de sites Internet destinés à pallier l'absence de bulletin municipal dans le fief de Nicolas Sarkozy, qui décrit une situation, on se croirait à Wissembourg ! Mais pas question de laisser tomber. Et soyez vigilants, dans quelque temps, probablement un petit mot dans "20 minutes" ! Monsieur 1200 euros va être jaloux !

## 19/01/06, avec Yves Cochet

**N**OUS AVONS RENDEZ-VOUS ce jeudi soir avec Yves Cochet, ancien ministre de l'environnement. Il était là pour une conférence autour de son livre, « Pétrole apocalypse », qui brosse un tableau tout à fait inattendu et totalement à contre-courant des discours officiels de la situation économique mondiale.

### Trois défis

Le pétrole bon marché et abondant, c'est fini ... depuis l'an dernier ! Nous avons passé le pic de Hubbert, ce géophysicien nord-américain qui prédisait déjà en 1955 que la production continentale américaine déclinerait en 1970. On l'a constaté en 1972 ! Même si on met bout à bout toutes les ressources dites nouvelles, on ne fait que retarder l'échéance, ce sont les scientifiques finlandais qui ont repris les méthodes d'analyse de Hubbert qui nous le disent. Ça, c'est pour le volet géologique du problème.

Examinons ensuite le volet géopolitique. Les réserves sont dans une région du monde qui se distingue par une grande concentration de dictatures plus ou moins théocratiques. Rien de bon à attendre de régimes le plus souvent corrompus, qui sont à l'injustice ce que le chômage est à la mondialisation. On peut déjà anticiper la suite.

Sur le plan économique, les conséquences de la raréfaction d'une matière première essentielle à notre mode de vie actuel sont presque inimaginables. Finies la pétrochimie, l'aviation "low cost" et l'agitation sur les autoroutes si le pétrole dépasse les 150 \$ le baril. Il faut alors tout reconsidérer en changeant d'optique et de point de vue.

### Solution : la sobriété

Yves Cochet en vient aux solutions qui reposent sur le principe de la société de sobriété, qui substitue le "moins vite, moins loin, moins souvent, plus cher" au "plus vite, plus loin, plus souvent, moins cher". De même, nos habitudes de consommation doivent-elles se concentrer sur le local et le saisonnier. Corollaire, le travail de paysan, avec la baisse des rendements mais le progrès des connaissances, reprend ses lettres de noblesse. Ayant défini la mondialisation actuelle comme la queue de la comète d'un développement niant l'épuisement des matières premières, il imagine, et propose une reconceptualisation de notre société qui peut être enthousiasmante et de nature à dissiper l'ennui et l'individualisme dans lesquels on se complaît.

*Pétrole apocalypse*, par Y. Cochet, éd. Fayard, 19 euros

# Lapsus ?

**R**ELEVÉE dans la dernière édition du journal de propagande du conseil général, cette étonnante formule qui fleure bon l'ancien régime : " *le conseil général en ses maisons.* " Grâce à ses services de recherche (merci Régis Hulot), Pumpernickel est maintenant en mesure de recadrer le propos pour lui donner toute sa saveur et vous donner l'occasion de vérifier que les appeler " empereur " pour M. Richert, " roi " pour M. Bertrand, " prince " pour M. Richter et " comte " pour M. Hiebel n'était pas tout à fait farfelu.

Expliquons-nous : une visite sur un site royaliste nous donne la vraie formule qui déterminait la façon dont la France était gouvernée : " *le Roi en son conseil, le Peuple en ses états.* " Suit le montage institutionnel qui donne à penser que pouvoir personnel ne rime pas forcément avec absolutisme, du fait en particulier du nombre réduit de ministres et d'un monarque entouré de 4 conseils (d'en-haut, des dépêches, des finances et d'état) à l'avis desquels il est dit qu'il se rangeait.

Nos compères, ou leur porte-plume, ne s'embarrassent même pas de ces conseils. Ils nomment des commissions en leur sein, qui organisent les choses à huis clos et ne réservent au débat public que l'écume de quelques bons mots. Et comme cela ne suf-

fisait pas, ils entreprennent de mailler leur département en le parsemant de " maisons " dont il est précisé qu'elles ne sont pas les nôtres, mais bien les leurs. Comme c'est nous qui les leur offrons, sans que nous n'ayons jamais été invités à nous prononcer sur le sujet, ces souverains d'occasion nous les présentent comme des guichets multiservices où nous aurons le droit d'aller exposer doléances et requêtes.

Exagération ? À Wissembourg, le palais Stanislas va être vendu ou cédé. Il devrait accueillir ces fameux services qui sont actuellement hébergés dans d'autres bâtiments, comme l'école Ohleyer, rénovée à grands frais pour offrir des bureaux au énième doublon administratif (communauté de communes) ou à ses satellites. Les services de Monsieur Richert seront d'ailleurs en bonne compagnie puisqu'ils voisineront avec les bâtiments de l'ancien lycée, transformés en immeuble de luxe pourvu d'appartements prestigieux, comme le précise le panneau accroché à la hâte. On sera par conséquent tenté de compléter la formule : le conseil général en ses maisons, et les possédants en leur demeure. Tout cela ira naturellement au cœur de ceux qui manquent de tout et font de la corde raide pour joindre les deux bouts.

---

## Société des amis de Pumpernickel

---

### convocation à l'assemblée générale

---

Les amis de Pumpernickel sont invités à honorer de leur présence

**l'assemblée générale de la " société des amis de Pumpernickel "**

qui se tiendra au siège de l'association,

**1 rue Saint-Jean à Wissembourg, le mercredi 29 mars 2006.**

La rencontre (**rendez-vous à 19h00** autour d'un repas tiré du sac et de quelques boissons fournies sur place) permettra de faire le point sur la vie de l'association (rapport moral), sa trésorerie (rapport financier) et de fixer les objectifs pour les prochaines échéances.

Les diverses interventions de la publication dans la vie publique locale, sa ligne rédactionnelle, les nouvelles charges qu'elle est contrainte d'assumer (en particulier en augmentant son rythme de parution) ou la vie du blog seront abordées de manière à ce que toutes et tous, membres et sympathisants, puissent donner leur point de vue pour améliorer l'impact de cette feuille. La préparation des rencontres de Pumpernickel, prévues les 9 & 10 septembre 2005, fera l'objet d'un point particulier.

Si l'assemblée est ouverte à tous, seuls les membres à jour de leur cotisation pourront prendre part aux décisions engageant la société.

**S**

Cordiale invitation

# Adieu

**C**ETTE FIN D'ANNÉE 2005 a été à nouveau marquée par le départ d'un ami, qui s'en est allé trop tôt et qui aura marqué tous eux qui l'ont approché et apprécié.

Lucien Leroy est parti au moment de Noël mais ne nous a pas abandonnés. Il laisse d'abord son œuvre de peintre qui nous permet de le retrouver ici et là, en ville. Nous gardons aussi le souvenir de celui qui savait ouvrir sa maison, son atelier et son jardin. Il aimait faire découvrir et partager le plaisir qu'il avait à créer. C'est en tout cas le dernier message, et donc le plus important, qu'il nous laisse, en même temps qu'une réelle affection à l'égard de Wissembourg.

Son activité artistique ne l'empêchait pas d'être sensible à l'actualité, bien au contraire. Nous sommes nombreux à l'avoir constaté lors de longues conversations, passionnantes et toujours passionnées ! À ces occasions, il n'hésitait pas, en toute franchise, à faire savoir ce qu'il approuvait et ce qu'il n'approuvait pas, en particulier dans ces colonnes qu'il observait de façon critique. Cela ne l'a pas empêché d'apporter, à sa manière, discrètement, à ceux qui étaient confrontés aux difficultés, ce soutien et cette sympathie qui sont essentiels pour surmonter l'épreuve. Il a été aussi l'inspirateur de certaines réflexions sur le devenir de la ville en matière de mixité sociale en particulier. C'est en outre une partie des grands et des petits moments de la mémoire collective qui a tiré sa révérence, nous laissant, comme d'habitude, gérer nos soucis, nos espoirs et nos contradictions.

Que ses amis et ses proches trouvent ici l'expression des sentiments que l'on éprouve lorsqu'il n'est plus possible de rencontrer un ami, au hasard de la promenade et qu'il faut se faire à l'idée qu'il n'est plus que dans nos souvenirs.

---

1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2002 – 15 FÉVRIER 2005

---

1203<sup>ÈME</sup> jour de fermeture du musée Westercamp pour en faire l'inventaire (!!!).

---

Que s'y passe-t-il ?  
Aucun point sur les " travaux " effectués !  
Rien sur les " projets " !  
Y a-t-il un pilote dans l'avion de la politique culturelle municipale ?